

## L'ESS, un levier pour la transition écologique des territoires, plus que jamais en temps de crise

Atelier dématérialisé

Cet atelier organisé par les partenaires du Teddif (ADEME, AREC, Conseil régional, DRIEE et Cerema) et le Club des collectivités pour l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) (CRESS, RTES, AMIF) a eu lieu le 26 mai 2020 en visio et a réuni au plus fort de la journée 89 participants, issus à la fois de collectivités et de structures de l'ESS.

1

Il a été l'occasion d'échanger autour de projets franciliens et a permis de mieux comprendre comment les acteurs de l'ESS jouent un rôle essentiel dans les démarches de transition écologique des territoires animées par les collectivités.

Le programme, revisité, a été organisé en 2 temps :

- Le matin : Séquence sur les enjeux et un « point COVID » avec la présentation d'initiatives de collectivités pour soutenir les acteurs de l'ESS sur leur territoire ;
- L'après-midi : 2 illustrations de collaborations gagnantes avec les témoignages d'acteurs de l'ESS et de collectivités sur l'approvisionnement alimentaire durable et le réemploi et la réparation de vélos.

### LES STRUCTURES DE L'ESS DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE EN ILE-DE-FRANCE

Steve LEWIS - CRESS IDF

Les travaux démarrent par la présentation de l'étude menée par la CRESS et l'ADEME IdF, qui dressent l'état des lieux de l'ESS en Ile-de-France avec des zooms sur 5 thématiques : Logique des 3R, l'agriculture et l'alimentation durable, la mobilité, le bâtiment et l'habitat, et l'énergie (*étude disponible sur [www.cressidf.org](http://www.cressidf.org) et [teddif.org](http://teddif.org)*).

Quelques éléments tirés d'un travail mené avec l'ADEME IDF

- L'ESS, un mode d'entreprendre pour transformer les modes de production et de consommation
- Quelle place les structures de l'ESS occupent-elles dans la Transition écologique et énergétique Francilienne ?



**1/ Logique des 3R** : Les structures de l'ESS sensibilisent le grand public pour faire évoluer les pratiques permettant de valoriser tout objet et de limiter l'augmentation des déchets.

En IdF, on compte 163 structures employeuses avec une segmentation territoriale, essentiellement localisées dans les milieux urbains denses.

2/ **Agriculture et alimentation durable** : Dans ce domaine, l'insertion professionnelle est en hausse, les circuits-courts se multiplient par de nombreuses initiatives qui voient le jour grâce à l'intervention des structures de l'ESS.

En IdF, on recense 345 AMAP, 47 jardins familiaux, 191 jardins partagés qui sont de véritables lieux d'apprentissage (cycle des saisons), d'entraide... Ces espaces font très largement écho aux besoins des citoyens, souhaitant plus de nature en ville, tout en accompagnant une agriculture urbaine en fort développement.



Il existe également 78 magasins coopératifs biocoop qui évoquent le renouvellement des logiques alimentaires et d'approvisionnement.

2



3/ **Mobilité** : 63 ateliers vélos sont recensés en IdF et leur nombre est en hausse continue. Ils s'inscrivent également dans le cadre de la réutilisation et de la réparation. Le recours au vélo et son usage au quotidien constituent une activité à faible coût, rentable pour les déplacements en milieu urbain, permettant de répondre aux besoins primaires.

La possibilité de récupérer des vélos en déchèterie pour les structures de l'ESS qui sont prêtes à les revaloriser, les réparer... va être renforcée début 2021.

La notion de « cyclo-logistique » ne cesse de se développer au sein de la société : Utilisation professionnelle de cycles avec ou sans assistance électrique, avec ou sans remorque, pour la livraison urbaine, entraînant le remplacement progressif des véhicules prioritaires / légers pour une mobilité plus durable.

4/ **Bâtiment** : Certains acteurs de l'ESS contribuent au développement de l'écoconstruction. Beaucoup d'initiatives voient le jour mais les structures de l'ESS se heurtent à la question du réemploi des matériaux et des déchets en vue d'assurer une transition écologique aboutie. Ces questions sont particulièrement d'actualité dans le cadre des chantiers des JO 2024 et du Grand Paris Express.



5/ **Energie** : Les structures de l'ESS tentent de soutenir l'émergence des initiatives en termes d'énergies renouvelables au prisme d'une meilleure gestion. Les objectifs de la région IdF ont été fixés par la Stratégie énergie-climat, en juillet 2018. Ils prévoient à échéance 2030 de diminuer de 20% la consommation énergétique régionale et multiplier par 2 la production d'énergies renouvelables francilienne.

Ainsi, les structures de l'ESS, qui conjuguent des ambitions sociales et écologiques, accordent une grande place aux activités de sensibilisation et de formation avec une forte capacité d'innovation et de pérennisation.

Elles s'implantent et agissent à une échelle locale favorisant sensibilisation, mobilisation et accompagnement des collectivités dans leurs projets de transition écologique.

La CRESS IdF a par ailleurs en perspective, la création d'une boîte à outils à destination des collectivités pour favoriser le recours aux structures de l'ESS à différents échelons.

*Anne-Laure FEDERECI - RTES*

En introduction de cette séquence, Anne Laure FEDERECI a fait le constat que la crise sanitaire a permis de mettre en lumière des mouvements de solidarité exemplaires.

Les acteurs de l'ESS y ont incarné un rôle particulier. Les associations « Restos du Cœur, » le « secours populaire », etc.... et bien d'autres, ont été très fortement mobilisées. Les secteurs les plus touchés sont la culture, le tourisme, le sport, la restauration, et le bénévolat.

Beaucoup d'initiatives se sont développées pour soutenir l'activité économique – Ex : Des « fonds de solidarité » ont été déployés pour les solidarités vis-à-vis des structures employeuses, fonds d'autant plus importants que le travail des associations n'est pas toujours reconnaissable vis-à-vis du droit commun.

La suspension des loyers quand l'action relevait des collectivités locales a pu également contribuer à alléger les charges sur les structures.

Des plateformes ont été mises en place pour faciliter les circuits-courts et encourager l'agriculture urbaine. Les leviers de la commande publique ont été mobilisés par l'absence de pénalités pour les travaux et prestations qui n'ont pas pu être réalisés par les acteurs de l'ESS.

Il est important aujourd'hui de favoriser les échanges et le partage de retours d'expériences pour comprendre et analyser ce qui a été mis en place pendant le confinement, tenir compte des éventuels échecs ou erreurs pour ne pas les réitérer à l'avenir.

On peut par ailleurs aussi s'interroger sur la façon dont on peut accompagner les changements des fondamentaux de l'ESS afin que, demain, celle-ci soit plus sobre, plus solidaire, contribuant véritablement à une société en transition.

*Mickael VARTUAROGLU – Collectivité Grand Paris Sud-Est Avenir (GPSEA)*

Les objectifs pendant la crise sanitaire étaient de :

- Partager des informations au maximum, collecter les besoins des acteurs et créer des réseaux ;
- Assurer la communication autour des actions menées par les structures de l'ESS.



Les mesures prises sont multiples : Les subventions ont été versées dès le début du confinement en intégralité pour « maintenir en vie » le plus possible de structures au sein du territoire. De plus, un « plan d'urgence sociale » a été mis en place (coût 300 000 €).

<https://sudestavenir.fr/urgence-sociale/>

Un AAP pour les structures de l'ESS a été lancé. Pour être éligible, 2 exigences sont à remplir : Être centré sur les circuits-courts ou contribuer à résilier les conséquences de la crise sanitaire.



#### Nos missions

- Valoriser la transition écologique sur notre territoire
- Développer une approche économique alternative, sociale et solidaire et des coopérations
- Maintenir et Créer des emplois durables

#### Nos activités

- Vélos et équipements
- Logistique urbaine
- Alimentation en circuits courts

<https://www.courcycllette.org/>

La Cour Cycllette est un tiers-lieu situé à ALFORTVILLE qui propose des ateliers vélos et l'approvisionnement alimentaire en circuit-court. L'enjeu pendant la crise était de continuer à exister, de rester dans l'action et montrer ainsi ses capacités à réagir face à cette dernière... De fait, 3 domaines d'actions ont été privilégiés : L'alimentation, la mobilité, la proximité, tout en restant à disposition pour répondre à d'éventuelles autres demandes.

4

## Que se passe-t-il à La Cour Cycllette ?



### Le Petit Panier Bio

Chaque semaine, nous vous proposons des paniers de taille et de composition variées.

Fruits, légumes, oeufs frais ou miel sont assemblés chez notre maraîcher, dans les conditions recommandées par les autorités sanitaires.

Ces paniers peuvent être livrés près de chez vous à Alfortville (nous privilégions la livraison à domicile pour les personnes fragiles ne pouvant pas se déplacer) ou retirés à La Cour Cycllette.

Ce n'est pas parce que vous êtes confinés que vous ne pouvez pas manger des produits de qualité !



### Des vélos pour les soignants !

De nombreux personnels soignants et aidants continuent de se déplacer et ont privilégié le vélo pour éviter les transports en commun. La Cour Cycllette et Garage Héritage mettent des vélos et vélos à assistance électrique, gratuitement à disposition des personnels soignants habitant Alfortville qui en font la demande.

Garage Héritage reste partiellement ouvert pendant la confinement en maintenant une ouverture le mardi et le samedi, mais également en favorisant la prise de rendez-vous au 07 78 64 30 48.



### Soutien aux soignants de Créteil

Les soignants de l'hôpital Henri Mondor et du CHIC (Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil) se mobilisent 24h/24 pour les malades.

Alors que nous sommes en contact avec un maraîcher bio qui nous rend visite toutes les semaines, comment montrer notre soutien aux blouses blanches ? Avec des corbeilles de fruits de saison, pardi !

Chaque semaine, nous passerons donc commande à notre fournisseur et apporterons les fruits aux équipes de soignants



### Nos actions contre le COVID-19

La Cour Cycllette se dote d'un conseil d'accompagnement. Composé de professionnels du transport & de la santé, il répond aux questions d'ordre sanitaire et définit les mesures à prendre. Ce conseil a un rôle de veille scientifique et technologique sur de nouvelles pratiques pertinentes pour la Cour Cycllette, il donne son avis sur les questions posées par l'association et peut s'auto-saisir des sujets relatifs aux activités du tiers-lieu.

La Cour Cycllette fait également appel à des volontaires étudiant.es de l'UPEC pour participer à des plateformes d'entraide à Alfortville dans le cadre de la réserve civique COVID-19.

La crise du COVID-19 a renforcé les projets et a permis une prise de conscience, qu'il est nécessaire d'aller plus loin dans les démarches pour répondre aux demandes.



<https://lacollecterie.org/>

La Collecterie de MONTREUIL (93) est un chantier d'insertion, d'une trentaine de salariés dont 11 permanents. Depuis le début de la crise, les personnes en insertion sont en chômage partiel, la moitié des permanents en télétravail.

Dans le même temps, l'activité de la Collecterie n'a pas faibli : Réception d'une ½ tonne de dons en tissus à destination de différents acteurs pour constituer des masques, hausse des ventes et surtout des apports (tout le monde a trié pendant le confinement, 4 tonnes en 1 journée le samedi 23 mai, record battu).

L'enjeu pour la Collecterie est de réussir à traiter l'ensemble de ces apports avec une équipe assez réduite. Pour l'instant, le public est compréhensif. Masques et gels hydroalcooliques sont obligatoires et l'activité est possible car les locaux sont spacieux.

La priorité est de réussir à maintenir les salaires (35 000 € / mois en moyenne) alors que les recettes pendant le confinement sont de 33 000 € / mois... d'où des négociations en cours avec la banque. Le prêt à taux zéro n'empêchera pas les risques de difficultés financières à l'automne 2020.

*Elodie COMBLEAU - Collectivité Est Ensemble*



<https://www.est-ensemble.fr/>

L'EPT Est Ensemble a eu rapidement l'objectif d'améliorer sa commande publique pour aider les structures de l'ESS, et leur permettre de mener à bien leurs missions. Il a ainsi ajusté ses dispositifs d'aides et subventions et opté pour l'exonération de loyers. Il a fait également un benchmark des pratiques en la matière aux différentes échelles territoriales afin d'adapter au mieux ses dispositifs.

Enfin, **Léo VOISIN de la CRESS IdF** se réjouit des perspectives intéressantes apportées par les interventions. Les témoignages des binômes révèlent en effet des moyens d'actions face à une crise d'une ampleur mondiale... et des perspectives porteuses de dynamiques et des capacités à rebondir des acteurs de l'ESS.

## ATELIER APROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE DURABLE

*Atelier animé par Isabelle ROBINOT-BERTRAND, Cerema IdF – réseau Teddif*

Dans les projets de transition écologique des territoires, agenda 21 ou PCAET, les questions d'alimentation saine, d'approvisionnement et de relocalisation des ressources alimentaires sont des sujets importants, traduits souvent dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT). La crise actuelle a mis ces questions encore plus sur le devant de la scène. Illustration avec la Coopérative Bio et 2 collectivités adhérentes.

*Jeannick LELAGADEC – Conseil Départemental 94*

« *Qui dit alimentation durable, dit regain de nature en ville* » : Pour le Conseil départemental du Val de Marne (CD 94) l'un des objectifs du territoire est de « *gagner de la nature sur la ville* », de préserver ses terres agricoles (1000 ha), optimiser une autoproduction de la ville, en favorisant une consommation individuelle et collective bio et locale.

Dans le Val de Marne, depuis quelques années, le « bio » intègre les cantines, avec 1 produit bio au minimum par repas à la cantine pour favoriser l'accès de tous à ces produits de qualité. « *Cette transition écologique et biologique doit être populaire et non réservée aux plus aisés* ». Cette politique s'est traduit par un engagement fort avec la biocoop IDF.

Au-delà du bio, les cantines sont aussi un lieu de sensibilisation sur la santé et l'équilibre des repas, sur le gaspillage,...« *Travailler la question du gaspillage alimentaire permet de faire glisser des coûts pour acheter des produits locaux de qualité* ».

*Nathalie ZANATO – Coop Bio IDF*



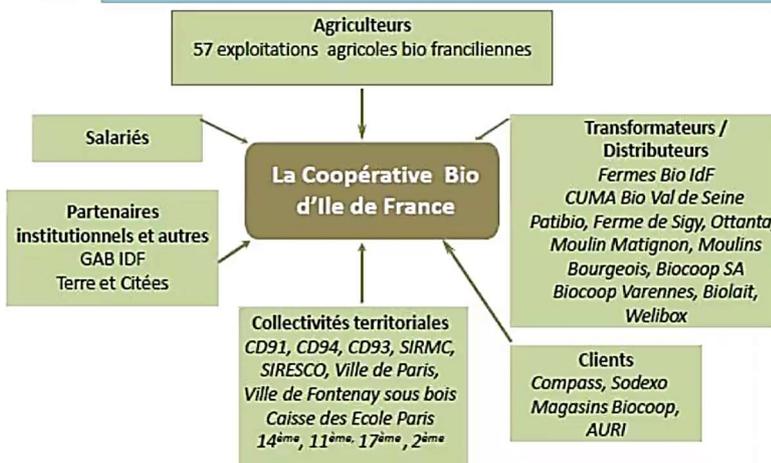
Coop Bio Ile-de-France est une coopérative d'agriculteurs bio de la région capitale. La constitution de cette organisation économique a pour but de proposer une grande diversité de productions biologiques régionales en direct des agriculteurs, notamment à destination de la restauration collective et de la distribution spécialisée. Avec 32 membres fondateurs, elle est aujourd'hui la première et la seule initiative de ce type en Ile-de-France. Elle réunit désormais plus de 60 fermes bio essaimées sur tout le territoire francilien.

« *Nos principales offres : Fruits et légumes (1ère, 4ème et 5ème gammes), produits laitiers (yaourts et fromages), légumineuses, farine, pain, jus de pomme, cidre, miel...* »

<https://commandes.lacooperativebiodiledefrance.fr/>



SCIC La Coopérative Bio d'Île de France au 25/03/2019



Avant le confinement, l'activité reposait sur la répartition suivante : 60% en matière de restauration collective et 40% grâce aux magasins bio. Pendant le confinement, la totalité de l'activité s'est penchée sur l'attractivité des magasins bio.

Cette coopérative montre l'intérêt des agriculteurs et dévoile des dynamiques renouvelées en IDF.

7

<https://bioviveo.coop/project/coop-bio-dile-de-france/>

## Le réseau Biocoop



**Biocoop rassemble plus de 600 magasins bio autour d'un objectif commun : le développement de l'agriculture biologique dans un esprit d'équité et de coopération.**

Leader de la distribution alimentaire biologique, Biocoop s'illustre aussi par ses produits du commerce équitable et par un choix très étendu d'éco-produits et de cosmétiques.

Plus qu'un simple réseau de commerçants, Biocoop est un projet coopératif partagé par des producteurs, des magasins, des salariés et des associations de consommateurs.

**Découvrez le film manifeste du réseau Biocoop (1min30)**

### Principes fondateurs

Biocoop est avant tout un réseau d'acteurs indépendants, militants, engagés. Pour affirmer leurs principes fondateurs, les magasins Biocoop ont établi une charte sur laquelle repose l'ensemble de leurs activités. Esprit de coopération et développement d'une agriculture biologique durable, transparence et équité des relations commerciales, qualité des produits et participation des consommateurs sont les piliers d'un texte fédérateur pour les acteurs du réseau.

**Maxime CORDIER – Ville de Fontenay-sous-Bois (94)**

Pour la ville de FONTENAY-SOUS-BOIS, la restauration est un vrai outil de transition, et s'inscrit dans la logique de l'ESS. La Ville est adhérente de la Coopérative Bio. C'est un choix politique.

Dans ses pratiques d'approvisionnement des cantines, il doit faire coïncider la demande politique de faire de la Bio locale avec les règles de la commande publique. Cela passe par le sourcing, l'allotissement, l'identification de critères spécifiques... qui nécessitent une bonne connaissance de l'offre locale. « *On ne mange pas partout la même chose, les menus sont adaptés selon les stocks et les*

*Rencontre Teddif / Club des collectivités pour l'ESS, « L'ESS, un levier pour la transition écologique des territoires, plus que jamais en temps de crise », 26 mai 2020*

offres à disposition sur le territoire ». « Les tomates en ile-de-France, on en mange qu'entre mi-août – mi-octobre ! »

La coopérative Bio joue de rôle de relais, de conseiller et d'intermédiaire entre des producteurs dispersés et la collectivité. Elle facilite l'adéquation entre le choix du produit et la saison et permet de « penser la restauration collective de sa ville comme un « acte paysan », l'objectif dorénavant, c'est adapter la demande à l'offre, soit d'ajuster nos pratiques aux produits alimentaires et denrées alimentaires produits en IDF. »

Depuis 1986, avec ses 1000 adhérents, l'association AGORES qui regroupe des responsables de restauration collective, défend les métiers de la restauration collective publique, mais aussi la qualité des produits et la prestation auprès des usagers.



8

Portée par une dynamique de réseau, la mutualisation des savoirs et savoir-faire est primordiale dans une logique d'amélioration continue du service public. Au-delà de l'approvisionnement, il peut être nécessaire d'adapter sa ou ses cuisines à l'offre locale (conditionnement, type de produits, anticipation des commandes, aléas d'approvisionnement) et de former et accompagner les cuisiniers et agents de restauration.

<https://www.fontenay.fr/enfance-petite-enfance/enfance/restauration-scolaire-489.html>



L'approvisionnement de la restauration collective peut apparaître compliquée pour les producteurs car les produits doivent être à minima préparés.

Pour favoriser l'adhésion de producteurs à ces débouchés, dont la demande va croissante, des légumeries existent.



La Coopérative Bio a inauguré, le vendredi 24 janvier à COMBS-LA-VILLE, en Seine-et-Marne, sa propre légumerie qui doit transformer chaque année 2 000 à 3 000 tonnes de légumes bio et locaux pour la restauration collective de la région.

Le bassin parisien est une zone riche pour la culture. Si aujourd'hui les structures céréalières sont prédominantes, il dispose de vraies potentialités pour diversifier ses productions et approvisionner la restauration collective et répondre aux attentes des franciliens.

## ATELIER SUR LE REEMPLOI ET LA REPARATION ETP PLAINE COMMUNE

Atelier animé par Léo VOISIN de la CRESS IdF

Louise LAIGROZ – Solicycle

Projet de Solicycle – Partenariat entre Plaine Commune & Etudes et Chantiers



*Les ateliers vélo solidaires*

Des ateliers d'insertion portés par l'association Etudes et Chantiers Ile-de-France



9

Etudes et Chantiers IdF est une association d'Education Populaire, et d'Economie Sociale et Circulaire. Elle utilise son savoir-faire et sa pédagogie de chantier pour renforcer son pouvoir d'agir et la participation de jeunes et d'adultes dans le cadre de projets d'intérêt collectif.

Les services proposés : Animations, services vélo (récupération, ateliers de réparation, vente, entretien de flottes, etc.), prestations espaces verts et agriculture urbaine, entretien et aménagement du patrimoine bâti, animations autour de fermes pédagogiques, intermédiation de services civiques, ingénierie de projets.

[https://etudesetchantiers.org/etudes\\_chantiers/ile-de-france/](https://etudesetchantiers.org/etudes_chantiers/ile-de-france/)

L'association favorise la mise en place d'Ateliers de Chantier d'Insertion (ACI).

*Camille GAUMONT - Plaine Commune*

La politique de Plaine Commune en matière de mobilité s'appuie sur un document d'orientation, le Plan Local de Déplacements (PLD) qui lui-même s'inscrit dans le Plan de Déplacements Urbains IdF (PDUIF).

Il a pour objectif d'identifier les difficultés de déplacements existantes pour faciliter la mobilité des habitants, salariés et usagers du territoire, notamment en améliorant les déplacements en transports en commun, à vélo et à pied.

Il se décline en 2 outils notamment :

- Le Plan Vélo qui a pour but la réalisation d'un réseau d'itinéraires cyclables à l'échelle du territoire ;
- Le Plan Marche qui vise à faciliter l'accessibilité aux transports en commun et valoriser la marche en aménageant au mieux les espaces publics afin de rendre plus faciles et agréables les déplacements à pied.

La mobilité sur le territoire de Plaine Commune, c'est

- 1,6 millions de déplacements quotidiens
- 43 % de foyers sans voiture
- 68 % des déplacements internes effectués à pied

<https://plainecommune.fr/mobilite/>

## Le réseau Bicyclo

En 2020

- 7 associations membres
  1. ECIDF – La Maison du Vélo de Plaine Commune
  2. Cyclo'file
  3. Régie de Quartier de Stains
  4. Rien ne se Perd
  5. Vélo à Saint Denis (hors convention financière)
  6. Vélo de la Brèche
  7. Atelier Solidaire de St Ouen
- Réunies par une charte



Le réseau Bicyclo rassemble 7 associations de Plaine Commune qui adhèrent à une charte, et se répartissent de manière égalitaire l'enveloppe de 60 000 € de Plaine Commune.

Les actions de Bicyclo sont le travail collaboratif (échange de pratiques, récupération de vélos, participation à des événements, etc.), des formations, des veilles, des accompagnements de dynamiques associatives, et de la communication.

10

La Maison du vélo est un « espace de partage dédié au vélo à Saint-Denis ». Une équipe de 12 salariés en insertion répare des vélos destinés au rebut pour les mettre en vente à un prix accessible. Selon leur état, les vélos récupérés peuvent également être démontés pour alimenter le stock de pièces détachées. Cette structure ouvre ses portes pour des séances d'autoréparation. Elle s'incarne par des animations, des projets, des fêtes de quartiers, etc. [https://bicyclo.org/?page\\_id=15](https://bicyclo.org/?page_id=15)

### Exemple de projet « Un vélo pour 10 ans »



L'objectif est de fournir aux enfants de famille modeste un vélo qui soit toujours à leur taille (jusqu'à leur 10 ans), vélo d'occasion remis en état dans les ateliers.

Tout au long de l'opération, les bénéficiaires sont accompagnés pour entretenir et réparer leur vélo qu'ils peuvent changer tous les ans pour un vélo plus grand.

Solicycle a été lauréat de l'appel à projets de l'Arc de l'Innovation.

<https://solicycle.org/2019/03/01/soutenez-le-projet-un-velo-pour-10-ans/>

Les objectifs de l'AAP vélo de Plaine Commune (2014) sont de favoriser la dynamique collective et partenariale, la promotion de l'usage du vélo, et la dimension économique. En 2020, il est en révision.

Plaine Commune aide d'autres structures pour qu'elles lancent à leur tour leurs ateliers vélos pour les réparer et pour les revendre.

Concernant la question du réemploi et de la réparation, elle se traduit comme une véritable logique d'échange, d'entraide, d'autogestion... On vient à l'atelier / la Maison vélo en tant que « bricoleur » avec une volonté ferme de réparer son vélo. Cela questionne une détermination d'apprendre, une résolution à admettre, et une prise de conscience quant à l'importance du matériel et de sa conservation à long terme.

Pas de concurrence avec Décathlon ou d'autres magasins, car il s'agit d'une logique associative, où l'individu répare lui-même son vélo dans une ambiance de réemploi et de recyclage, aucun salarié ne va lui réparer (écho au principe du « Do It Yourself (DIY) »).